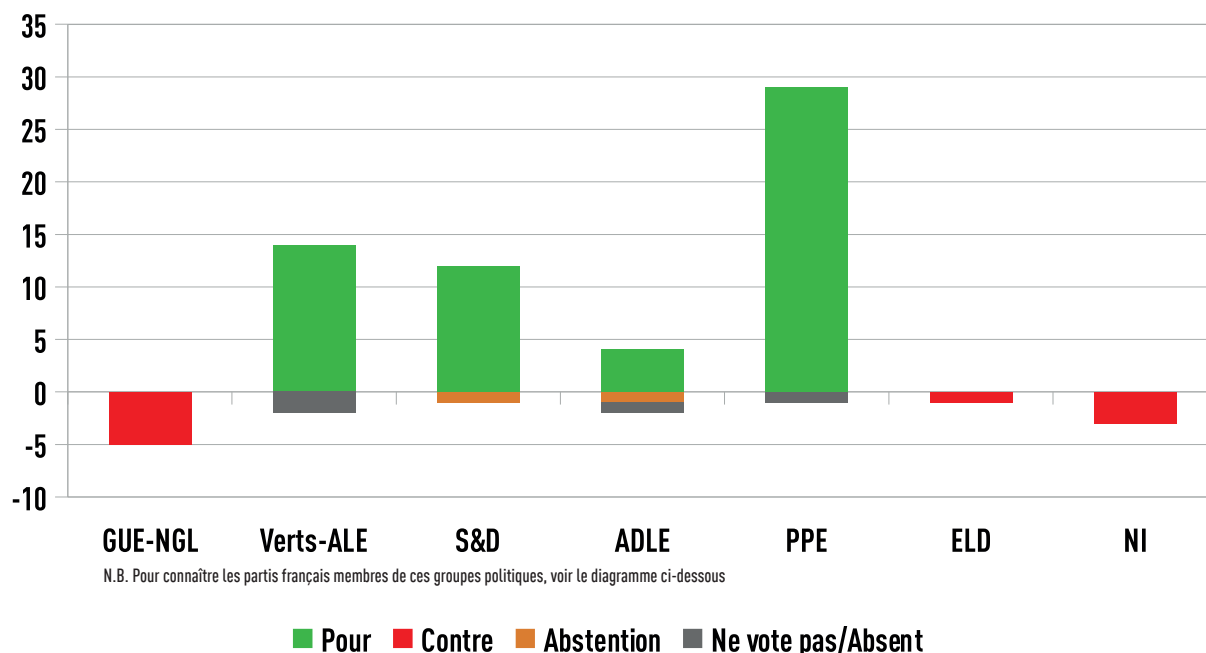


La Commission européenne doit-elle renforcer la surveillance des politiques budgétaires et économiques des États membres de la zone euro ?

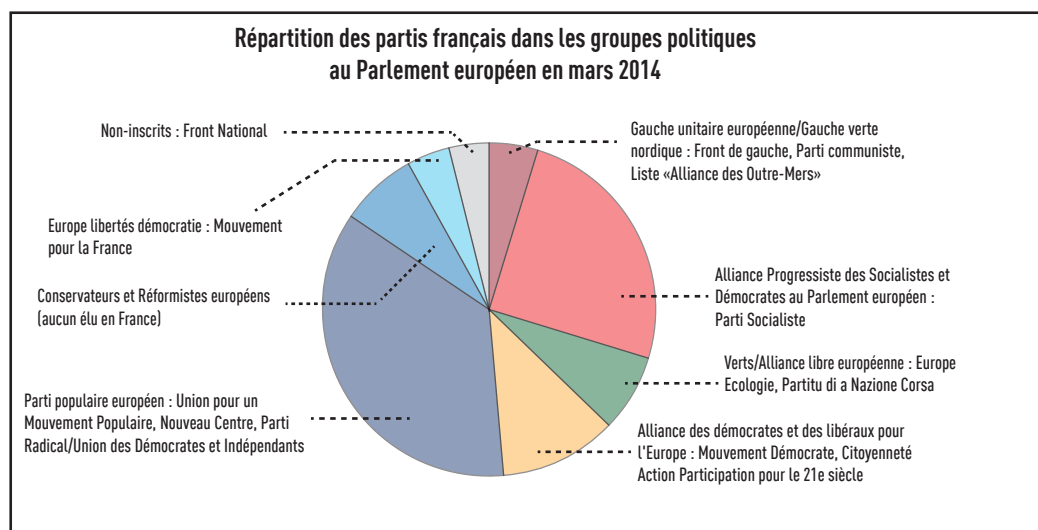
Le vote des parlementaires européens élus en France



Le Parlement européen (PE) a adopté en mars 2013 deux rapports dans le cadre du paquet législatif « two pack » qui vise à renforcer la législation européenne en matière de surveillance économique. Le premier rapport a établi des règles plus strictes en matière de surveillance économique et budgétaire des États membres de la zone euro connaissant ou menacés par de sérieuses difficultés du point de vue de leur stabilité financière. Le deuxième se concentre sur l'établissement de modalités communes pour le suivi et l'évaluation des projets de budgets. Il fixe aussi des règles afin d'assurer que les budgets nationaux soient cohérents avec les orientations de politique économique adoptées dans le cadre du semestre européen pour la surveillance des politiques économiques et budgétaires.

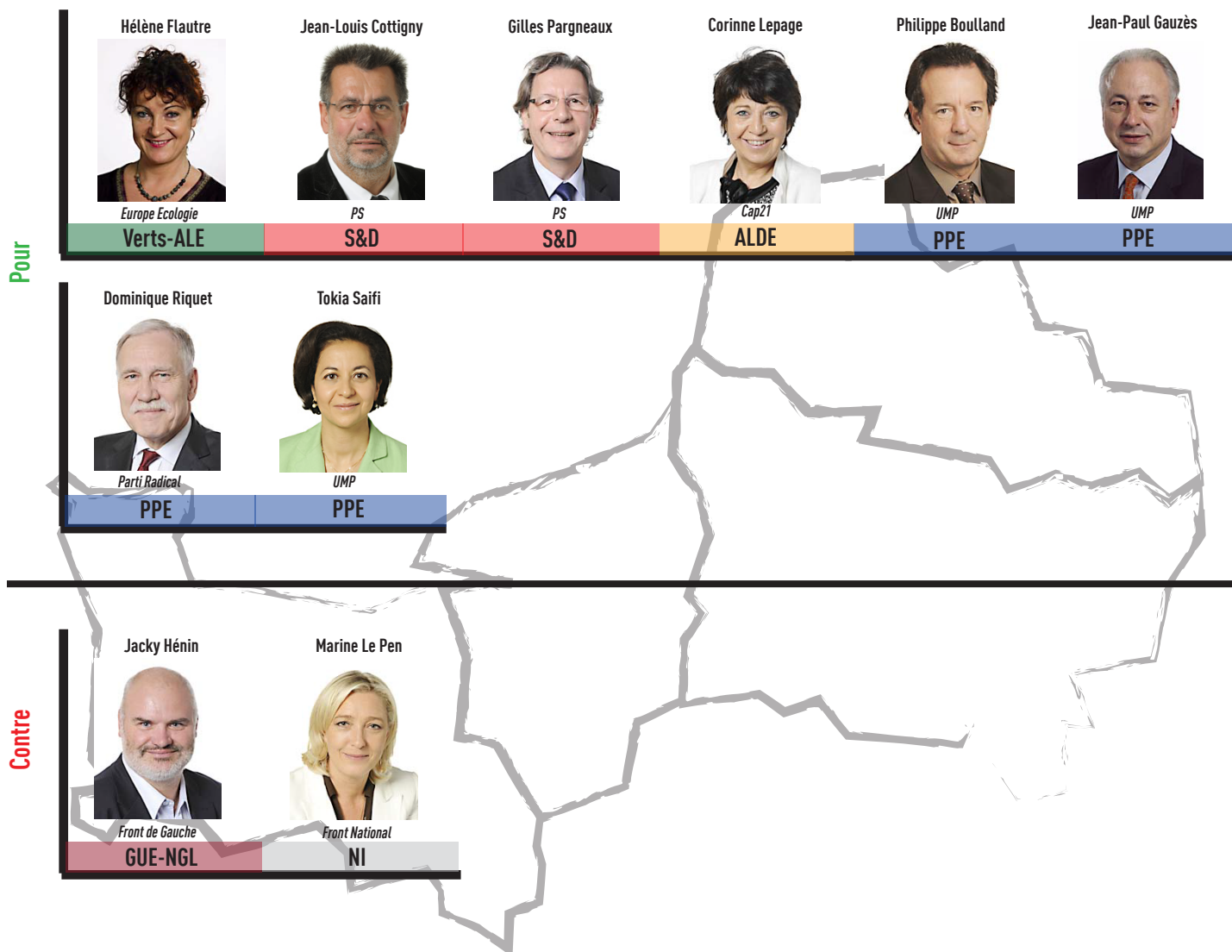
Une majorité française de grande coalition s'est dégagée pour soutenir cette 2ème réforme du pacte de stabilité, alors que les élus français s'étaient opposés de manière plus marquée lors du vote de la 1ère réforme en 2011 (dans le cadre du "6 pack"). La plupart des élus français ont par exemple voté en faveur

du premier rapport ; seuls les élus du Front de gauche, du Front national et du Mouvement pour la France ont voté contre, tandis qu'un élu du MODEM et une élue du PS se sont abstenus. Ce vote des élus français est peu ou prou en phase avec celui exprimé par les élus des autres délégations nationales appartenant aux mêmes groupes politiques.



La Commission européenne doit-elle renforcer la surveillance des politiques budgétaires et économiques des États membres de la zone euro ?

Le vote des parlementaires européens du Nord-Ouest*



*Source : Notre Europe - Institut Jacques Delors / Données : www.votewatch.eu 

Pour en savoir plus, voir Yves Bertoncini et Thierry Chopin, « Des visages sur des clivages, les élections européennes de mai 2014 », *Etudes & Rapports No 104*, Notre Europe - Institut Jacques Delors et la Fondation Robert Schuman, avril 2014

Réalisation : Lucie Marnas, Virginie Timmerman et Claire Versini (Notre Europe - Institut Jacques Delors)